

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 & 2 : L'édito / **p.2 : Actualité sociale** : Une victoire pour les Conti de Clairvoix / **p.3 à 6 : Place au débat** : La gauche dans le piège du Brexit (par Jean-Claude CHAILLEY) / **p.7 : Solidarité internationale** : Dilma Rousseff : retour sur une destitution scandaleuse (par Jean-Luc GARNIER) / **p.8 : Coup de gueule** : Les leçons des révolutionnaires en chambre (Par Yves MESCOFF)

L'ÉDITO

Malgré quatre mois de luttes et de manifestations, parfois importantes, Valls persiste et « assume » en utilisant à nouveau un 49-3 pour faire passer une loi massivement rejetée par les Français sans même permettre aux députés de la discuter en séance. Même la proposition d'un compromis par 123 parlementaires socialistes à l'initiative d'un député pourtant réputé proche du gouvernement a été balayée d'un revers de main ! Cette attitude autoritaire d'un président et d'un chef de gouvernement à moins d'un an d'une élection présidentielle et des élections législatives apparaît incompréhensible surtout lorsque ceux-ci battent les records d'impopularité. Le MEDEF affirme qu'elle ne créera aucun emploi... même si c'est pour réclamer plus encore de dérégulation. Les dirigeants des TPE/PME soumis aux ordres de commanditaires n'en veulent pas davantage car ils craignent les pressions accrues de ces derniers. Côté syndical, le front favorable à la loi s'est fissuré puisque la CGC a rejoint la contestation, imitée par des syndicats adhérents à l'UNSA ou à la CFTD. Pour la première fois depuis la guerre d'Algérie, une manifestation d'origine syndicale a failli être interdite. Et cela sous un gouvernement dit « de gauche » ! Un gouvernement qui apparaît de plus en plus minoritaire et dans sa tour d'ivoire, obsédé par sa volonté d'obéir coûte que coûte aux injonctions de la Commission européenne dont il partage les options libérales.

Même si les mois d'été ne sont pas propices à la mobilisation, et si la loi Travail sera probablement définitivement adoptée dans les semaines qui viennent, on peut s'attendre à ce que la contestation reparte de plus belle à la rentrée. L'exemple du CPE l'a montré : même publiée une loi peut toujours être retirée lorsque la contestation devient trop forte.

Il ne faut donc pas désespérer. Le combat doit continuer. Seule la lutte paie. L'exemple des Conti qui viennent d'obtenir un jugement favorable de la Cour de cassation plusieurs années après avoir été virés comme des « malpropres » est aussi un signe d'espérance.

Certes, face au pilonnage libéral dont elle est l'objet, y compris de la part de certains de ceux qui sont censés la représenter, la gauche est aujourd'hui morcelée. On ne compte plus les chapelles prêtes à organiser des primaires en vue de la prochaine élection présidentielle. Les initiatives des proches du Président se concurrencent sans parvenir à mobiliser. De son côté la droite n'apparaît guère mieux. Les candidats se bousculent pour la primaire même s'il n'en restera probablement que quelques-uns à pouvoir vraiment s'y présenter.

De son côté, le Front national semble compter les points mais il pourrait avoir à compter avec quelques ennuis judiciaires.

Côté européen, la Commission, avec la complicité active des gouvernements nationaux, continue imperturbablement à propager sa gangrène libérale, malgré le Brexit. Aujourd'hui, c'est l'Espagne et le Portugal qui sont en ligne de mire, accusés de déficits excessifs, bien entendu sans tenir compte des efforts énormes engagés ces dernières années et de la lassitude des peuples. À l'est de l'Europe, la gangrène brune s'étend. L'Autriche s'apprête à recommencer l'élection présidentielle. Roumanie, Pologne, Hongrie, Croatie apparaissent de moins en moins comme des démocraties. Quant aux peuples, ils se détournent de plus en plus de l'Europe, comme on l'a vu avec le référendum en Grande-Bretagne.

(suite page 2)

L'EDITO (suite)



Et ce n'est pas la récente embauche de l'ancien président de la commission européenne, Manuel Barroso, par la banque Goldman Sachs, vous savez, celle qui est à l'origine de la crise des subprimes et des déboires de la Grèce, qui va les en dissuader. A noter, d'ailleurs, que la Grèce, un an après l'accord avec la Commission et ses créanciers, n'est évidemment pas sortie d'affaire. Bien au contraire ! Et pendant ce temps-là, on ne compte plus les milliers de morts dans les eaux de la Méditerranée ni la multiplication des attentats un peu partout dans le monde. Petite satisfaction : Bush et Blair commencent enfin à être montrés du doigt pour leur guerre en Irak. De là à ce qu'ils soient traduits devant la Cour pénale internationale...

Je ne voudrais pas finir cet éditto sans une note d'optimisme. D'abord et avant tout je vous souhaite de bonnes vacances. Souvenez-vous que c'est aux luttes de 36 que nous les devons !

Ensuite, je souhaite vous faire part de la décision de la direction de Réso de donner à la rentrée à notre association un nouvel élan, pour en faire un outil encore plus imbriqué dans la lutte pour les valeurs que nous partageons.

Je vous donne donc rendez-vous en septembre et espère retrouver nombre d'entre vous à l'occasion de la fête de l'Humanité qui se tiendra cette année du 9 au 11 septembre à la Courneuve.

Marinette BACHE

ACTUALITÉ SOCIALE

Une victoire pour les Conti de Clairvoix !

Après des années de procédures, une partie des 1 100 salariés de l'usine Continental de Clairvoix (Oise) liquidée en 2010 ont enfin gagné ! Les indemnités obtenues aux prud'hommes et confirmées par la Cour d'appel (jusqu'à 70 000 euros pour certains) ont été validées par la Cour de cassation.



Celle-ci n'est pas allée jusqu'à déclarer la maison mère Continental, basée en Allemagne, co-employeur de ces salariés mais ceux-ci peuvent être soulagés. La Cour de cassation a en effet admis que les licenciements n'avaient pas de justification économique.

A noter que la loi Travail pourrait rendre caduque cette jurisprudence, le motif économique étant plus facile à démontrer.

PLACE AU DÉBAT

La gauche dans le piège du Brexit

Par Jean Claude CHAILLEY

A chaque fois qu'on consulte les peuples, ils disent NON à cette construction européenne.

On se rappelle - entre autres - le référendum de 2005 en France et les 55 % de NON. Pourtant les partis se prononçant pour le OUI représentaient en théorie 80 % du corps électoral, sinon Jacques Chirac n'aurait jamais décidé le référendum.

Preuve a été faite que les sommets politiques sont bien souvent déconnectés des peuples.

En Grande Bretagne c'est un peu le même phénomène.

Contre toute attente, notamment après l'assassinat de la députée britannique Joe Cox, le « Leave » l'a emporté avec près de 52 %.

Pourtant le « Remain » était puissamment soutenu : conservateurs, travaillistes, TUC, Obama, Poutine, Juncker, Merkel, Hollande, Renzi, les bourses du monde entier, les organisations patronales, la CES...

Pour le « Leave » il y avait UKIP, une minorité des conservateurs, quelques syndicats membres du TUC qui ont enfreint la consigne nationale. Pas de puissant NON de gauche organisé comme en 2005 mais un ras-le-bol :

Tony Blair : « Les gens, notamment des sympathisants du Parti travailliste, ont voté "leave" pour de multiples raisons, parfois pour protester contre le gouvernement ».

M. Blair fait semblant de ne pas comprendre que la politique des Thatcher, Blair, Cameron, (et Hollande, Merkel, ...) est inséparable de celle de l'Union européenne, dirigée en commun par la droite et le social-libéralisme.

Ce vote a été l'occasion de dire **NON à cette politique ET NON à cette Europe des jobs 0 heure**, du chômage, de la loi El Khomri (*), de l'impossibilité de se loger...

(*) Significativement au moment décisif, alors qu'une pétition appelait les députés de gauche à voter une motion de censure de la droite, la droite s'est bien gardée de déposer une motion de censure, preuve de son soutien à Valls et à la loi El Khomri.

Merkel – Hollande : « La liberté de circulation dans l'UE n'est pas négociable ».

Il s'agit de la mise en concurrence des salariés de tous les pays européens, pièce essentielle vers le « socle européen des droits sociaux » vers lequel il faudra « converger » sur le modèle de la Grèce.

Complémentaire des réformes du droit du travail dans tous les pays elle vise à aligner les salaires et la protection sociale par le bas.

Ça ouvre la voie au dévoiement raciste et xénophobe des UKIP, FN, AFD, FPO...qui ne s'en privent pas.

Cette construction européenne est celle des marchés financiers, de la destruction des services publics, de la protection sociale, du dumping social.

Rejetée par les peuples, elle est conduite à remettre en cause de façon de plus en plus assumée non seulement toute souveraineté populaire, mais toute démocratie.

- La tentative d'interdiction des manifs par Hollande – Valls, heureusement déjouée par la fermeté des syndicats, y compris la CFDT, en est un symptôme inquiétant.
- Lorsqu'on vote « mal », c'est qu'on n'a rien compris. Il ne faut donc plus laisser les peuples voter sur ce que les « élites » (???) décident comme « trop complexe pour eux ».

On retourne au suffrage censitaire !

- Dès le résultat du vote en Grande-Bretagne la campagne s'est déchaînée : on a parlé de revoter, ou de ne pas tenir compte du vote en n'activant jamais l'article 50, ce qui reste fort possible...
- Les médias français – qui invitent le FN 10 fois plus que le FDG – se sont une fois de plus particulièrement distingués dans le mépris des peuples.

Jérémy Corbyn, le parti travailliste, les TUC, soutenus par les partis du FDG en France..., ont fait campagne pour le « remain », mais au nom d'une autre Europe.

- Sans aucun doute les peuples souhaiteraient une Europe respectant la souveraineté populaire, une Europe de l'harmonisation sociale par le haut, du développement des services publics, de la protection sociale, de la transition écologique...
- Mais ils ne croient plus aux promesses des gouvernements qui font le contraire depuis des décennies (dont le parti travailliste) ou des formations qui ne leur paraissent pas pouvoir y parvenir.



Quelles solutions après le séisme du Brexit ?

Le point de vue unanime est que les institutions européennes actuelles en crise profonde n'ont pas d'avenir.

Mais quelles options ? Et surtout comment les mettre en œuvre pour celles qui ne sont pas en phase avec la politique austéraitre qui fait l'unanimité des conseils européens ?

- **Une fuite en avant fédéraliste est déjà en cours, vers un gouvernement économique de la zone euro... C'est la position de Juncker, de Draghi, de Hollande, de Merkel ...**

Nous sommes revenus à plusieurs reprises sur la procédure du semestre européen (Cf. Résistance Sociale de juin) et les « recommandations » de la Commission européenne.

Le problème est qu'elles ne sont pas directement opérationnelles. Il y a souvent du délai, comme par exemple la suppression du SMIC ; la baisse des salaires, des budgets des services publics et de la Sécurité sociale sont jugés beaucoup trop lents et insuffisants.

L'objectif (rapport des 5 présidents – Juncker, Draghi... - , socle européen des droits sociaux...) c'est de pouvoir **rendre les décisions européennes directement exécutoires.**

- **Alain Juppé** : « *Organiser un référendum sur l'Europe, aujourd'hui en France, serait irresponsable* ». « *Dans le contexte actuel, on en connaît le résultat. Dans l'histoire des peuples, il y a des moments cruciaux où la responsabilité des dirigeants politiques est de refuser la ligne de plus grande pente ... convergence budgétaire, fiscale et sociale bien sûr.* » (« socle européen »).
- **PCF** (après invitation Elysée) : « *Renégociation du traité budgétaire, conférence européenne sur la dette, fléchage des 80 milliards d'euros injectés chaque mois par la BCE sur les marchés financiers vers les services publics et l'investissement public, lutte contre l'évasion fiscale. Pour refonder l'Europe, les peuples doivent être écoutés et respectés... Nous exigeons un débat public national...* ».
- **Patrick Le Hyaric** : « *Inventer l'Europe des peuples* ».
- **Francis Wurtz** : « *Les 3 piliers de la refondation de l'Europe: la question sociale; la question démocratique; la question éthique* ».
- **Jean Luc Mélenchon** : « *L'Europe on la change ou on la quitte* ».
- **Eric Coquerel** (après invitation Elysée) : « *Nous avons donc énuméré (à Hollande) : l'harmonisation sociale, écologique et fiscale par le haut, une plus grande souveraineté des parlements européens et nationaux mais en lui faisant remarquer que dans le cadre des actuels traités tout cela revenait à écrire une lettre au père Noël...C'est en réalité 2017 qui constituera un référendum sur l'Europe, projet contre projet* ».
- **Nicolas Sarkozy** : « *Les dirigeants doivent se réunir pour poser les bases d'un nouveau traité qui refondera structurellement l'Europe : 4 ou 5 grandes questions : le fonctionnement de la zone euro, la politique d'immigration, les frontières, la fin de l'élargissement, ... La question n'est pas tant celle du référendum que celle de la question qu'on pose... En 2005 on ne comprenait pas vraiment la question* ».
- **EELV** (après invitation Elysée) : « *Des mesures d'urgence pour l'Europe... vers une nouvelle Europe : une Constituante, faisons des élections européennes de 2019 une Assemblée constituante* ».
- **Jean Christophe Cambadélis** (après invitation Elysée) : « *Il nous faut répondre à l'urgence de l'Europe: la sécurité, la défense, la modernisation et la démocratie. Ce sont les positions du Président de la République, nous les soutenons* ».
- **NPA** : « *En Grande-Bretagne comme dans l'Union européenne, ce qui est à l'ordre du jour, c'est une réelle unité des exploités et des opprimés contre les politiques capitalistes d'austérité, hors ou dans l'UE* ».
- **Henri Sterdyniak** : « *Souveraineté, indépendance, remettre en cause les traités tels qu'ils existent. Il faut une rupture brutale* ».
- **Appel des 100** : « *Urgence européenne : Une Union au service de la solidarité entre les peuples européens... Nous proposons que le gouvernement français soit moteur pour porter une refonte des Traités européens... La France doit être prête à désobéir aux injonctions de la Commission européenne qui vont à l'encontre des droits sociaux, des services publics, des urgences économiques et écologiques* »
- **Le FN demande un référendum sur le Frexit ; Marine Le Pen** : « *Après le Brexit le printemps des peuples est inévitable ! ...Des appels au référendum résonnent aux quatre coins du continent. J'ai moi-même proposé au président Hollande d'organiser une telle consultation populaire en France, ce qu'il n'a pas manqué de refuser* ».

A ce stade priorité au débat !

- Les formations héritières du OUI de 2005, ayant voté le traité de Lisbonne,... ont une approche semblable, vers un fédéralisme austéritaire imposé sans référendum – ou avec un simulacre -.

C'est la conception des puissances dominantes en Europe, donc il faut la combattre fermement car il y a un fort risque qu'elle soit imposée sans débat.

- Avec sa demande de référendum pour le « Frexit » le Front national tente de se présenter comme le seul héritier du NON de 2005.

Danger : à ce jour compte tenu des décisions unanimes des Conseils européens peu de gens croient en la possibilité de changer les institutions européennes, sinon en pire. Dans ce contexte la campagne du FN peut avoir un impact important dans la présidentielle et les législatives.

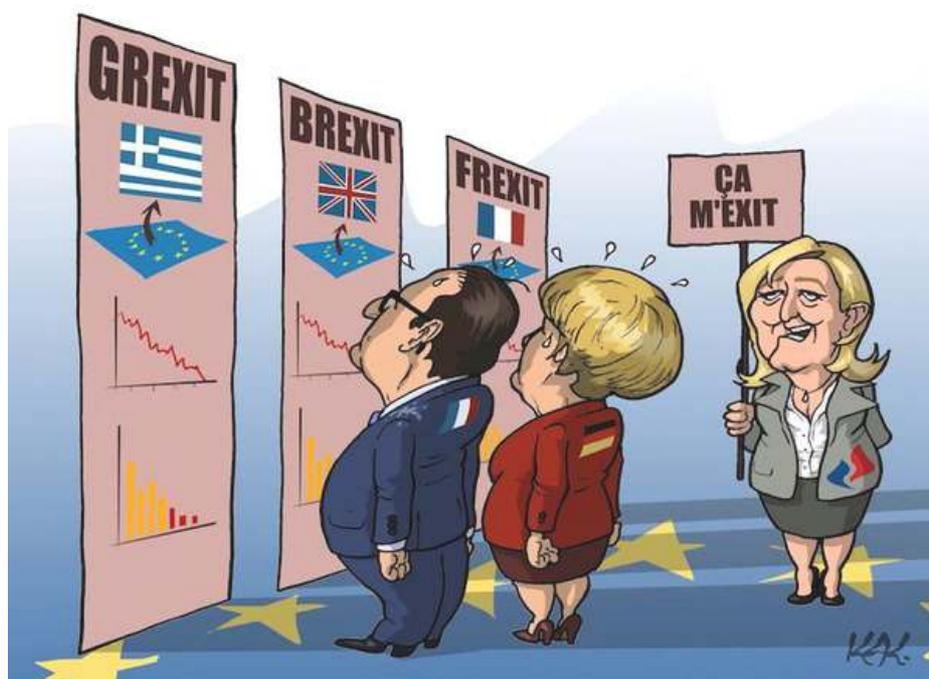
Comme dit Juppé s'il y avait un référendum sur le Frexit... il y aurait probablement une majorité pour dire NON à la politique de Hollande et NON à cette Union européenne ...Le FN va surfer démagogiquement là-dessus.

De nombreuses forces issues du FDG, de collectifs, de l'Appel des 100,... ont des propositions pour une alternative, pour une refondation de l'Union européenne, ce qui est inséparable d'un programme crédible pour la France.

Il faut en débattre, sereinement, sur le fond.

Mais il est aussi important de débattre d'une stratégie crédible pour les mettre en œuvre, sinon on ne mobilisera au mieux qu'une couche militante.

***Or il faut mobiliser l'ensemble du peuple de gauche, devenu sceptique sur les promesses, ou sur le rapport de force pour les réaliser.
Le mobiliser implique qu'il pense que les politiques proposées peuvent être réalisées !***



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Dilma Rousseff : retour sur une destitution scandaleuse

Par Jean-Luc Garnier

Le Brésil fait partie des pays émergents ; il possède de grandes richesses mais est l'héritier d'une politique particulièrement inégalitaire et ses richesses sont très inégalement réparties. La venue de la gauche au pouvoir a suscité de grands espoirs auxquels une partie de la population a trouvé qu'ils n'étaient pas assez vite répondu. Pendant ce temps, la droite agitait le spectre du collectivisme pour effrayer la classe « moyenne ». Bref la gauche brésilienne a perdu les dernières élections et Dilma Rousseff a pour partie perdu la confiance du peuple brésilien à la suite de l'affaire Petrobras, la compagnie nationale du pétrole au Brésil (rappelons au passage que l'ex-présidente n'a fait, ni ne fait à ce jour, l'objet d'aucune procédure judiciaire dans le cadre de cette affaire). Ce qui est consternant, et même honteux, c'est de voir que ceux qui sont montés en première ligne pour demander sa destitution, et finalement l'obtenir, sont ses opposants de droite eux-mêmes englués jusqu'à la taille dans une mare putride de corruption et qui viennent jouer, avec un cynisme et une mauvaise foi à toute épreuve, le grand air de la vertu politique effarouchée. Cette petite cinquantaine de députés, menés par Eduardo Cunha (détenteur de comptes en Suisse et de sociétés off-shore et également, rappelons-le, mis en examen par la Cour Suprême pour corruption passive et blanchiment d'argent, oh, trois fois rien, n'est-ce pas ?) a bel et bien perpétré un véritable coup d'Etat constitutionnel. Il fallait, pour cette droite corrompue, revancharde et vengeresse, dans un élan de radicalisation extrême, lancer ses grands chevaux pour éradiquer le Parti des Travailleurs, dont les victoires électorales successives lui sont toujours restées en travers de la gorge. Pis encore, ces députés de droite corrompus, eux-mêmes, il faut le répéter, englués dans cette même affaire Petrobras (quelle ironie !) ont trouvé un soutien de circonstance en la personne des toutes-puissantes églises évangéliques qui ont la mainmise sur le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) et plusieurs autres partis de droite, majoritaires dans les deux chambres du Parlement.

Dès lors, après cette destitution inique, qualifiée par beaucoup de « mascarade » et de « jour de la honte », on peut se poser des questions sur

l'avenir de la démocratie au Brésil, surtout au vu des premières mesures initiées par l'une des principales personnalités reconnues impliquées dans l'affaire Petrobras, à savoir Michel Temer, l'actuel président par intérim et chef de file du PMDB, mesures qui portent la marque d'une régression sociale drastique (entre autres : suppression du ministère de la Culture, de l'Égalité raciale, des Droits des femmes et annonce d'une réduction importante dans les dépenses du Système unique de santé (SUS, l'équivalent brésilien de notre Sécurité sociale).

Et, au-delà de cette atteinte rétrograde aux acquis sociaux et aux libertés au Brésil (un grand bon en arrière, avant 2001 et l'élection de Luis Inacio Lula), il faut également mentionner que des actions similaires ont déjà eu lieu dans d'autres pays d'Amérique latine, comme le Paraguay et le Honduras. Le rouleau compresseur conservateur et néolibéral s'est donc mis en marche, les coups d'Etat institutionnels et constitutionnels semblent se banaliser dans cette partie du globe. Les requins de la finance se font leurs dents bien blanches sur les populations qui perdent chaque jour un peu plus de leur acquis sociaux... Rien de moins rassurant pour la démocratie sud-américaine, même si pour le moment la droite ne semble pas profiter dans l'opinion brésilienne de la destitution de Mme Rousseff. Dès lors, ce serait donc Lula que cette droite corrompue pourrait chercher à neutraliser politiquement (en engageant une procédure d'inéligibilité), pour ne pas perdre le pouvoir, acquis de façon abjecte. Vous avez dit « ordre et progrès » ?

Dilma Rousseff avait en prison payé le prix fort son opposition à la dictature qui a sévi au Brésil pendant près de vingt ans jusqu'au milieu des années quatre-vingt. Sa destitution doit donc être jugée de la façon la plus sévère par tous les partisans de la démocratie et des luttes sociales, et ce partout dans le monde. Pour finir, on notera l'assourdissant silence radio des médias français sur le comportement antidémocratique de la droite brésilienne ; médias qui, curieusement, n'ont pas en leur temps hésité à étriller les gauches péruvienne, vénézuélienne et bolivienne à chaque mesure prise. Deux poids, deux mesures...

COUP DE GUEULE

Les « leçons » des révolutionnaires en chambre

Par Yves MESCOFF

Alors comme ça, ce serait nationaliste de manifester son soutien à l'équipe de France et contradictoire avec la nécessité de renforcer l'affluence des manifestations contre la loi Travail ? C'est, en tous cas, ce qu'on voit fleurir, ces derniers jours, dans les réseaux sociaux sous la plume de révolutionnaires en chambre.

Et si on comparait ce qui est comparable ?

Face à la loi Travail beaucoup de salariés, à la fois par crainte du chômage et en raison de leurs difficultés financières se sont contentés d'agir par délégation, soutenant dans les sondages les syndicats contestataires mais sans aller jusqu'à défilé dans la rue. Il est vrai que l'expérience des manifestations contre la réforme des retraites sous Sarkozy les ont sans doute un peu échaudés, surtout face à un gouvernement qui a obstinément refusé toute véritable concertation y compris avec les députés de sa propre majorité.

Rien de commun avec les manifestations liées au championnat d'Europe de football. Les Français, comme d'ailleurs les supporters des autres équipes se sont sentis libérés pour exprimer leur passion pour ce sport et soutenir leur « onze » préféré. Cette réaction passionnée a aussi montré au passage que le sentiment national (national, pas nationaliste, aimer son pays n'est pas haïr l'autre !) était toujours aussi vivace chez les peuples européens, près de 60 ans après la création du marché commun et onze ans après le référendum de Maastricht. Non, n'en déplaise aux doux rêveurs dangereux du fédéralisme (l'enfer est pavé de bonnes intentions... et on le voit avec

le retour en force des populismes), il n'existe pas de peuple européen, mais 28 peuples qui entendent conserver leurs différences et le montrent en chantant leur hymne national ou en se déplaçant en masse pour fêter la victoire de leur équipe. Rendons cette justice au sport qu'il permet aux peuples d'exprimer ce qu'ils ressentent de plus profond : on l'a vu après la victoire de l'équipe de France sur celle d'Allemagne. Pour beaucoup, c'est un peu comme si Merkel avait subi une défaite cuisante, qu'ils se sentaient en droit de célébrer. Contrairement à nos élites, le peuple français a compris que son véritable ennemi, la source de ses maux, c'était la politique de la chancelière allemande menée avec l'aval de nos gouvernants. Et ce n'est pas l'annonce de l'embauche de Barroso par Goldman Sachs qui va les réconcilier avec cette Europe dont ils ne veulent plus.

Alors, oui le foot c'est beaucoup d'argent brassé, ce sont des joueurs millionnaires qui se disputent un ballon, mais c'est aussi un spectacle qui réunit grands et petits, familles et amis, voisins et salariés d'une même entreprise, et qui permet à des supporters de nationalités différentes de se retrouver autour d'une table pour boire un verre ou se consoler au soir d'une défaite. Ne boudons pas notre plaisir et vivons à fond notre passion !

Cela ne nous empêchera pas le moment venu de redire non à la loi Travail et de nous battre pour une société plus juste et plus égalitaire face à ceux qui accaparent nos richesses.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)